

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2021

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Catherine Ouellet, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Victoriaville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

Signature

Date 6 juin 2022

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	25
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	26
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	27
Situation financière par organismes	28
Charges par objets	29
Excédent (déficit) accumulé	30
Avantages sociaux futurs	34

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	41
Analyse des charges consolidées	53

RAPPORT

Aux membres du conseil de la "VILLE DE VICTORIAVILLE"

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la "VILLE DE VICTORIAVILLE", qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2021 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

A notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la "VILLE DE VICTORIAVILLE" au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la "VILLE DE VICTORIAVILLE" conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la "VILLE DE VICTORIAVILLE" inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23-1, S23-2 et S23-3 qui portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Informations autres que les états financiers consolidés et le rapport de l'auditeur sur ces états consolidés

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le «Rapport du maire - Faits saillants du rapport financier 2021», mais ne comprennent pas les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le «Rapport du maire - Faits saillants du rapport financier 2021» avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans celles-ci, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

RAPPORT

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la "VILLE DE VICTORIAVILLE" à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la "VILLE DE VICTORIAVILLE" ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la "VILLE DE VICTORIAVILLE".

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la "VILLE DE VICTORIAVILLE" à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la "VILLE DE VICTORIAVILLE" à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Pellerin Aubert Ramsay Provencher Inc'

JOSÉE LAFLAMME, CPA AUDITRICE
VICTORIAVILLE, LE 6 JUIN 2022

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalizations	
		2021	2021	2020
Revenus				
Taxes	1	74 669 400	74 820 068	72 739 721
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 354 900	4 394 900	4 219 447
Quotes-parts	3			
Transferts	4	31 872 800	31 370 570	11 886 077
Services rendus	5	5 467 429	5 643 311	4 728 193
Imposition de droits	6	1 788 800	4 864 001	2 875 056
Amendes et pénalités	7	1 386 500	1 515 156	1 417 590
Revenus de placements de portefeuille	8	50 000	128 779	65 162
Autres revenus d'intérêts	9	410 600	501 674	240 451
Autres revenus	10	1 112 142	1 018 079	1 255 488
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			101 110
	13	121 112 571	124 256 538	99 528 295
Charges				
Administration générale	14	11 872 086	12 200 875	10 995 173
Sécurité publique	15	11 633 114	11 977 339	11 262 251
Transport	16	22 668 677	22 380 817	20 397 776
Hygiène du milieu	17	23 233 790	23 768 715	21 967 590
Santé et bien-être	18	1 755 353	1 731 258	1 526 139
Aménagement, urbanisme et développement	19	7 885 946	5 230 174	4 619 858
Loisirs et culture	20	17 368 639	16 610 516	18 307 897
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	3 078 426	2 678 284	2 719 811
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	99 496 031	96 577 978	91 796 495
Excédent (déficit) de l'exercice	25	21 616 540	27 678 560	7 731 800
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		209 897 556	202 165 756
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		209 897 556	202 165 756
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		237 576 116	209 897 556

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	8 046 428	2 304 681
Débiteurs (note 5)	2	56 253 956	39 357 278
Prêts (note 6)	3	22 522	22 522
Placements de portefeuille (note 7)	4	2 064 537	1 776 661
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7	67 701	129 288
	8	66 455 144	43 590 430
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	16 866 749	12 910 389
Revenus reportés (note 12)	12	2 102 729	1 491 412
Dette à long terme (note 13)	13	114 023 434	92 003 959
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	5 383 200	5 659 500
Autres passifs (note 14)	15		
	16	138 376 112	112 065 260
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(71 920 968)	(68 474 830)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	304 708 373	273 788 649
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	2 355 769	2 366 894
Stocks de fournitures	20	1 928 289	1 762 475
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	504 653	454 368
	23	309 497 084	278 372 386
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	237 576 116	209 897 556

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalizations	
		2021	2021	2020
Excédent (déficit) de l'exercice	1	21 616 540	27 678 560	7 731 800
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2	(43 130)	(47 098 538)	(19 860 151)
Produit de cession	3		128 025	12 613
Amortissement	4	13 535 700	15 179 394	14 284 833
(Gain) perte sur cession	5		(124 145)	(12 613)
Réduction de valeur / Reclassement	6		897 039	151 643
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	13 492 570	(31 018 225)	(5 423 675)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		109 626	46 794
Variation des stocks de fournitures	10		(165 814)	71 646
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(50 285)	289 315
	13		(106 473)	407 755
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	35 109 110	(3 446 138)	2 715 880
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(68 474 830)	(71 190 710)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(68 474 830)	(71 190 710)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(71 920 968)	(68 474 830)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	27 678 560	7 731 800
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	15 179 394	14 284 833
Autres			
▪ Perte immo & cession promoteur	3	(286 628)	(873 640)
▪ Réd. valeur & gain règl. dette	4	29 812	171 930
	5	42 601 138	21 314 923
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(16 896 678)	(4 988 783)
Autres actifs financiers	7	53 605	29 167
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	3 956 360	(2 215 369)
Revenus reportés	9	611 317	222 989
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(276 300)	92 800
Propriétés destinées à la revente	11	109 626	46 794
Stocks de fournitures	12	(165 814)	71 646
Autres actifs non financiers	13	(50 285)	524 560
	14	29 942 969	15 098 727
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(46 191 329)	(18 999 125)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	128 025	12 613
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18	()	()
	19	(46 063 304)	(18 986 512)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(124 022)	(66 785)
Remboursement ou cession	21	100 000	100 000
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	(293 665)	()
Cession	23	()	93 561
	24	(317 687)	126 776
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	36 396 118	24 383 883
Remboursement de la dette à long terme	26	(13 942 355)	(17 690 722)
Variation nette des emprunts temporaires	27	()	(421 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(273 994)	(29 360)
Autres			
▪	29	()	()
▪	30	()	()
	31	22 179 769	6 242 801
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	32	5 741 747	2 481 792
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	33	2 304 681	(177 111)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34	()	()
Solde redressé	35	2 304 681	(177 111)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	8 046 428	2 304 681

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Victoriaville est un organisme municipal existant en vertu de la Loi sur les cités et villes (LRQ, c. C-19).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux suivants : Taxibus Victoriaville, la Corporation d'initiative industrielle de Victoriaville ainsi que la Corporation récréative Victoriaville.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, passifs, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers consolidés. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de la juste valeur.

Les autres placements sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

b) Actifs non financiers

S.O.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes ou moindre dans l'éventualité où la durée de vie estimative serait inférieure :

Infrastructures : 15 à 40 ans

Bâtiments : 15 à 40 ans

Véhicules : 3 à 20 ans

Ameublement et équipement de bureau : 5 à 10 ans

Machinerie, outillage et équipement : 10 à 20 ans

Autres : 1 à 40 ans

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'escompte, d'émission et de refinancement liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluations foncières ou de valeurs locatives et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Les montants perçus comme « Autres contributions de promoteurs » pour les travaux de troisième étape à l'égard d'ententes relatives à des travaux municipaux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par l'entente.

E) Revenus

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus ;
- Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert aux pompiers par la municipalité jusqu'au 31 décembre 2021 est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers consolidés.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2021 selon la méthode suivante : valeur lissée sur une période de 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- **Avantages sociaux futurs :**
 - pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
 - à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés.
- **Autres :**
 - pour l'utilisation du stade de baseball : selon la durée initiale prévue dans l'entente, soit 25 ans.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur constatée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	8 046 428	2 304 681
Découvert bancaire	2	()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	8 046 428	2 304 681
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	6 102 000	8 096 000

Note**5. Débiteurs**

		2021	2020
Taxes municipales	11	4 029 367	8 069 236
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	31 419 127	17 851 997
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	16 382 680	10 441 613
Organismes municipaux	15	625 143	82 779
Autres			
▪ Contribuables	16	2 398 035	2 136 817
▪ Droits de mutation	17	1 399 604	774 836
	18	56 253 956	39 357 278
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	16 075 417	13 367 066
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	16 075 417	13 367 066
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	271 154	357 204

Note**6. Prêts**

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24	22 522	22 522
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28	22 522	22 522
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Note**7. Placements de portefeuille**

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30	1 019 165	1 024 954
Autres placements	31	1 045 372	751 707
	32	2 064 537	1 776 661
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(2 555 000)	(2 951 000)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(2 828 200)	(2 708 500)
	37	(5 383 200)	(5 659 500)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	2 530 000	2 358 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	154 100	139 400
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	156 100	126 200
Régimes de retraite des élus municipaux	42	92 200	99 900
	43	2 932 400	2 723 500

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45	67 701	129 288
	46	67 701	129 288

Note**10. Emprunts temporaires**

La municipalité dispose d'une marge de crédit autorisée de 25 000 000 \$, au taux préférentiel, renégociable annuellement.

La Corporation d'initiative industrielle de Victoriaville dispose d'une marge de crédit autorisée de 250 000 \$, au taux préférentiel majoré de 1,5 %, renégociable en juin 2022.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. Crédoiteurs et charges à payer

		2021	2020
Fournisseurs	47	5 517 501	4 139 551
Salaires et avantages sociaux	48	4 008 050	3 591 364
Dépôts et retenues de garantie	49	4 792 926	2 106 486
Provision pour contestations d'évaluation	50		47 983
Autres			
▪ Gouv. du Qc et ses entreprises	51	1 202 340	1 100 489
▪ Organismes municipaux	52	641 485	1 265 075
▪ Intérêts courus sur dette LT	53	643 495	554 025
▪ Commissions scolaires	54		63
▪ Autres courus et passifs	55	60 952	105 353
	56	16 866 749	12 910 389

Note**12. Revenus reportés**

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57		1 646
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	126 268	119 515
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪ Util. stade baseball CSSBF	69	350 103	374 110
▪ Transferts	70	1 455 577	883 513
▪ Divers	71	170 781	112 628
▪	72		
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76	2 102 729	1 491 412

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2021	2020
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	3,40	2022	2051	77	111 600 000	89 538 042
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					81		
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	1,52	1,52	2022	2023	83	732 073	
Autres	2,29	2,80	2022	2022	84	2 646 552	3 147 114
					85	114 978 625	92 685 156
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	(955 191)	(681 197)
					87	114 023 434	92 003 959

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2022	88		8 416 000	62 517	2 646 552	11 125 069
2023	89		7 918 000	685 455		8 603 455
2024	90		8 342 000			8 342 000
2025	91		7 847 000			7 847 000
2026	92		9 851 000			9 851 000
2027 et plus	93		69 226 000			69 226 000
	94		111 600 000	747 972	2 646 552	114 994 524
Intérêts et frais accessoires	95			(15 899)	(15 899)	
	96		111 600 000	732 073	2 646 552	114 978 625

Note**14. Autres passifs**

	2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97	
Assainissement des sites contaminés	98	
Autres		
▪	99	
▪	100	
▪	101	
▪	102	
	103	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	56 783 526	5 413 706	933 047	61 264 185
Eaux usées	105	127 274 308	5 226 497	1 361 154	131 139 651
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	131 540 197	10 962 053	2 201 496	140 300 754
Autres					
▪ Parcs, stationnements & autres	107	31 748 326	469 065	114 757	32 102 634
▪	108				
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	62 569 359	867 268	769 863	62 666 764
Améliorations locatives	111				
Véhicules	112	3 636 054	22 437	32 857	3 625 634
Ameublement et équipement de bureau	113	4 893 875	506 462	166 117	5 234 220
Machinerie, outillage et équipement divers	114	8 796 782	168 938	162 128	8 803 592
Terrains	115	11 149 369	293 827	291 239	11 151 957
Autres	116	1 388 572	3 381	6 741	1 385 212
	117	439 780 368	23 933 634	6 039 399	457 674 603
Immobilisations en cours	118	3 247 465	23 164 904		26 412 369
	119	443 027 833	47 098 538	6 039 399	484 086 972
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	120	24 438 590	1 708 310	933 047	25 213 853
Eaux usées	121	52 773 427	3 390 376	1 361 154	54 802 649
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	48 279 130	5 764 928	2 201 496	51 842 562
Autres					
▪ Parcs, stationnements & autres	123	11 211 410	1 490 656	114 757	12 587 309
▪	124				
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	21 504 204	1 637 260	65 462	23 076 002
Améliorations locatives	127				
Véhicules	128	1 924 009	145 091	32 857	2 036 243
Ameublement et équipement de bureau	129	3 454 847	430 511	166 117	3 719 241
Machinerie, outillage et équipement divers	130	5 106 220	558 255	158 348	5 506 127
Autres	131	547 347	54 007	6 741	594 613
	132	169 239 184	15 179 394	5 039 979	179 378 599
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	273 788 649			304 708 373
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134	1 015 149	744 726	1 015 149	744 726
Amortissement cumulé	135	(1 509)	(16 592)	(18 101)	()
Valeur comptable nette	136	1 013 640			744 726

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

16. Propriétés destinées à la revente

		2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137		
Immeubles industriels municipaux	138	2 344 361	2 355 436
Autres	139	11 408	11 458
	140	2 355 769	2 366 894
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	2 355 769	2 366 894

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
VALEUR COMPTABLE NETTE	153				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2021	2020
Frais payés d'avance			
▪ Autres FPA	154	504 653	454 368
▪	155		
▪	156		
Autres			
▪	157		
▪	158		
	159	504 653	454 368

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

19. Obligations contractuelles

En vertu d'obligations contractuelles qui concernent principalement des contrats de location, des ententes de services pour le déneigement, des travaux en infrastructures ainsi que l'octroi de subventions, la Ville ainsi que les organismes de son périmètre comptable, se sont engagés à effectuer des versements pour un montant global de 34 496 288 \$. Les montants qui seront versés au cours des cinq prochains exercices sont estimés comme suit :

2022	28 596 602 \$ (1 585 823 \$ avec des organismes apparentés)
2023	2 635 904 \$ (1 576 501 \$ avec des organismes apparentés)
2024	1 528 433 \$ (1 226 757 \$ avec des organismes apparentés)
2025	1 192 960 \$ (1 085 000 \$ avec des organismes apparentés)
2026	542 389 \$ (440 000 \$ avec des organismes apparentés)

Entente de services pour la gestion de parc d'équipement roulant

Ensuite, la Ville de Victoriaville s'est engagée auprès du Centre de gestion de l'équipement roulant (CGER) en vertu d'une entente relative à la fourniture de services de gestion de parc d'équipement roulant venant à échéance en juillet 2024. Au terme de l'entente, celle-ci est renouvelable pour une période additionnelle de cinq ans.

La principale obligation de la Ville en vertu de cette entente concerne la location de véhicules clé en main. Les tarifs de location sont établis pour chaque véhicule loué en fonction de leur durée de vie utile, déterminée par le CGER. Le CGER a la possibilité d'indexer les tarifs de location au 1er avril de chaque année, sans toutefois dépasser le dernier IPC publié par Statistique Canada pour la province de Québec.

Advenant le cas où la Ville de Victoriaville ou le CGER souhaiterait mettre fin à l'entente à son échéance, les parties disposeraient d'un an pour négocier d'une convention de sortie qui déterminera les modalités selon lesquelles les parties termineront leur relation d'affaires. Cette convention de sortie devra entre autres prendre en considération le coût de relocalisation des unités appartenant au CGER qui ne serviront plus les besoins de la Ville.

Le montant total versé au CGER au cours de l'exercice 2021 pour la gestion de son parc d'équipement roulant représente 3 650 093 \$ (incluant taxes). Annuellement, ce montant peut varier en fonction des ajouts et des retraits apportés à la flotte de véhicules loués ainsi que des réparations effectuées sur les véhicules, facturables au taux horaire.

Lettre de crédit

Finalement, la Ville de Victoriaville s'est engagée, par le biais de l'émission d'une lettre de crédit en faveur du Ministère des Pêches et Océans Canada, à déboursier une somme de 45 000 \$ afin de respecter les conditions relatives au plan compensatoire et à la surveillance de la réfection de 3 ponceaux situés dans le bassin versant de la rivière Bulstrode et de la réfection de 3 ponceaux dans le cadre du projet « Godefroy Amont ». Au 31 décembre 2021, le solde de cette obligation était de 30 860 \$.

20. Droits contractuels

Ententes de services de publicité

La Ville de Victoriaville a signé des ententes de services de publicité dans lesquelles les entités s'engagent pour les années futures à verser une somme globale de 31 000 \$. La Ville de Victoriaville prévoit recevoir les sommes suivantes:

2022	31 000 \$
------	-----------

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Ententes de services de loisirs

La Ville de Victoriaville a aussi signé des ententes de services de loisirs dans lesquelles les entités s'engagent pour les années futures à verser une somme globale de 1 073 358 \$. La Ville de Victoriaville prévoit recevoir les sommes suivantes:

2022	1 073 358 \$
------	--------------

Ententes de services avec la MRC

La Ville de Victoriaville a signé des ententes de services avec la MRC dans lesquelles celle-ci s'engage pour les années futures à verser une somme globale de 1 242 547 \$. La Ville de Victoriaville prévoit recevoir les sommes suivantes:

2022	490 148 \$
2023	371 555 \$
2024	380 844 \$

Subventions pluriannuelles

La Ville de Victoriaville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractées pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés.

Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 3 438 294 \$ sur une période de 21 ans.

L'échéancier de ces subventions au cours des cinq prochains exercices est de 378 431 \$ en 2022, 362 002 \$ en 2023, 339 697 \$ en 2024, 316 675 \$ en 2025 et 292 914 \$ en 2026.

Programmes de subventions

Dans le cadre de programmes de subvention du Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes, la Ville de Victoriaville, le gouvernement du Canada et du Québec ont signé une entente dans lesquelles les gouvernements du Canada et du Québec s'engagent à verser une somme de 12 132 211 \$. La municipalité doit également investir une somme de 15 165 263 \$ avant le 31 décembre 2023. À la date des états financiers, aucune somme n'a été comptabilisée à titre de revenus relativement à cette partie de l'accord.

Dans le cadre de programmes de subvention sur les infrastructures, la Ville de Victoriaville et le gouvernement du Québec ont signé des ententes dans lesquelles le gouvernement du Québec s'engage à verser une somme de 9 924 357 \$. La municipalité doit également investir une somme de 6 982 529 \$ avant le 31 décembre 2023, une somme de 2 100 000 \$ avant le 25 novembre 2022, une somme de 1 624 794 \$ avant le 31 mars 2025 et une somme de 3 234 989 \$ avant le 31 mars 2027. À la date des états financiers, aucune somme n'a été comptabilisée à titre de revenus relativement à cette partie de l'accord.

Dans le cadre d'un programme de subvention pour la lutte contre les changements climatiques, la Ville de Victoriaville et le gouvernement du Québec ont signé une entente dans laquelle le gouvernement du Québec s'engage à verser une somme de 249 188 \$. La municipalité doit également investir une somme de 1 105 507 \$ avant le 30 septembre 2022. À la date des états financiers, aucune somme n'a été comptabilisée à titre de revenus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Dans le cadre d'un programme de subvention pour la relance du centre-ville, la Ville de Victoriaville et le gouvernement du Québec ont signé une entente dans laquelle le gouvernement du Québec s'engage à verser une somme de 800 000 \$. La municipalité doit également investir une somme de 800 000 \$ avant le 31 juillet 2023. À la date des états financiers, aucune somme n'a été comptabilisée à titre de revenus.

Dans le cadre d'un programme de subvention aux infrastructures récréatives et sportives, la Ville de Victoriaville, le gouvernement du Canada et du Québec ont signé une entente dans laquelle les gouvernements s'engagent à verser une somme de 2 003 615 \$. La municipalité doit également investir une somme de 3 005 723 \$ avant le 31 mai 2023. À la date des états financiers, aucune somme n'a été comptabilisée à titre de revenus.

Finalement, dans le cadre d'un programme de subvention pour soutien à la mise à niveau et à l'amélioration des sentiers et des sites de pratique d'activités de plein air 2018-2021, la Ville de Victoriaville et le gouvernement du Québec ont signé une entente dans laquelle le gouvernement du Québec s'engage à verser une somme de 67 818 \$. La municipalité doit également investir une somme de 113 030 \$ avant le 30 septembre 2022. À la date des états financiers, aucune somme n'a été comptabilisée à titre de revenus.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020
Coop. des travailleurs de Théâtre B-F	350 000	261 839	276 196
CIIV	1 445 100	256 445	304 807
	160	1 795 100	518 284
		518 284	581 003

Endettement total net à long terme

L'endettement total net à long terme de la Ville de Victoriaville inclut la quote-part dans la dette nette à long terme de la MRC d'Arthabaska relativement à leur participation dans la Société de développement durable d'Arthabaska et le centre administratif. La MRC détient un actif correspondant à la dette totale. Au 31 décembre 2021, le solde de la quote-part de la Ville de Victoriaville dans le solde de la dette à long terme de la MRC d'Arthabaska est de 8 008 174 \$.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

La Ville est poursuivie en responsabilité civile dans plusieurs dossiers pour un montant total de 260 600 \$, suite à des événements survenus au cours des années 2018, 2019, 2020 et 2021.

Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ces litiges et le montant que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été constituée dans les états financiers.

Les dépenses pour couvrir les réclamations seront affectées aux résultats dans l'année du règlement de la cause.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

D) Autres

Au cours de l'exercice 2021, un rapport d'évaluation environnementale a été réalisé sur un terrain appartenant à la Ville. Ce rapport a permis de relever la présence de risques environnementaux. Conséquemment, la réalisation d'une caractérisation environnementale a été recommandée afin de vérifier la qualité environnementale du terrain dans les secteurs jugés préoccupants.

L'étude environnementale n'étant pas complétée, il est actuellement impossible de conclure sur la contamination du terrain et d'évaluer le montant que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir déboursier en frais de décontamination. Aucune provision n'a donc été constituée dans les états financiers.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidés. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

25. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

26. Opérations entre apparentés

Subventions - aides au fonctionnement

Au cours de l'exercice, la Ville de Victoriaville a octroyé des subventions à titre d'aide au fonctionnement à divers organismes soumis au contrôle partagé de l'un ou de plusieurs de ses élus municipaux. Les subventions versées totalisent

1 313 467\$ et représentent des paiements de transferts discrétionnaires. Les subventions sont donc considérées être conclues à des valeurs différentes de celle qui auraient été établies si les parties n'avaient pas été apparentées.

Au cours de l'exercice, la Ville de Victoriaville a également octroyé une subvention à titre d'aide au fonctionnement à un organisme soumis au contrôle partagé de la conjointe d'un principal dirigeant. La subvention versée au montant de 322 500 \$ représente un paiement de transfert discrétionnaire. La subvention est donc considérée être conclue à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées.

Entente de services

En vertu de différentes ententes de services conclues avec la MRC d'Arthabaska, la Ville de Victoriaville a constaté des services rendus totalisant 422 250 \$ au cours de l'exercice. Ce montant inclus les services rendus en lien avec l'entente de communication, l'entente de services informatiques, l'entente de géomatique et l'entente de répartition incendie.

Il n'existe aucune valeur de marché reconnue pour ce type d'ententes.

Locations gratuites

Au cours de l'exercice, la Ville de Victoriaville a permis à un organisme soumis au contrôle partagé de la conjointe d'un principal dirigeant de louer gratuitement certaines de ses installations sportives et récréatives. Selon les tarifs de location de la Ville en vigueur pour l'exercice 2021, une somme totale de 162 500 \$ aurait dû être facturée à cet organisme.

Également, la Ville de Victoriaville a loué gratuitement certaines des installations sportives et récréatives de ce même organisme. Selon les tarifs de location en vigueur pour l'exercice 2021, une somme totale de 85 100 \$ aurait dû être versée à cet organisme à titre de dépense de location.

Corporation d'initiative industrielle de Victoriaville

Au cours de l'exercice, la Corporation d'initiative industrielle de Victoriaville (CIIV) a octroyé une subvention de 71 800 \$ à titre d'aide au fonctionnement à un organisme soumis au contrôle partagé de deux des élus municipaux de la Ville de Victoriaville. La subvention versée constitue un paiement de transfert discrétionnaire et est donc considérée être conclue à une valeur moindre de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées.

La Corporation d'initiative industrielle de Victoriaville (CIIV) a aussi versé des honoraires professionnels à un organisme soumis au contrôle partagé de deux des élus municipaux de la Ville de Victoriaville pour un montant total de 284 393 \$. L'entente a été conclue à une valeur moindre de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Finalement, la Corporation d'initiative industrielle de Victoriaville (CIIV) a perçu des revenus de loyer auprès d'un organisme soumis au contrôle partagé de deux des élus municipaux de la Ville de Victoriaville pour un montant total de 49 666 \$. L'entente a été conclue à une valeur moindre de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées.

27. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice 2020 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2021.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Réalizations 2020		Budget 2021		Réalizations 2021			
	Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
Revenus								
Fonctionnement								
Taxes	1	72 815 394	73 093 400		74 589 138			74 470 549
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 219 447	4 354 900		4 394 900			4 394 900
Quotes-parts	3							
Transferts	4	7 568 826	5 361 800		5 006 755		5 956 975	5 006 755
Services rendus	5	4 168 771	4 689 000		4 997 093		689 959	5 643 311
Imposition de droits	6	2 875 056	1 788 800		4 864 001			4 864 001
Amendes et pénalités	7	1 417 590	1 386 500		1 515 156			1 515 156
Revenus de placements de portefeuille	8	57 429	50 000		123 260		5 519	128 779
Autres revenus d'intérêts	9	240 451	410 600		501 674			501 674
Autres revenus	10	206 442	210 500		319 828		495 763	804 652
Effet net des opérations de restructuration	11	101 110						
	12	93 670 516	91 345 500		96 311 805		7 148 216	97 329 777
Investissement								
Taxes	13	27 340	1 576 000		349 519			349 519
Quotes-parts	14							
Transferts	15	4 288 493	26 616 000		26 355 876		7 939	26 363 815
Imposition de droits	16							
Autres revenus								
Contributions des promoteurs	17	861 027	40 000		162 483			162 483
Autres	18	23 069			50 944			50 944
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19							
Effet net des opérations de restructuration	20							
	21	5 199 929	28 232 000		26 918 822		7 939	26 926 761
	22	98 870 445	119 577 500		123 230 627		7 156 155	124 256 538
Charges								
Administration générale	23	10 464 186	11 441 900		11 724 619	476 256		12 200 875
Sécurité publique	24	10 881 610	11 290 500		11 598 033	379 306		11 977 339
Transport	25	14 313 022	16 680 600		15 711 446	6 387 507	2 166 517	22 380 817
Hygiène du milieu	26	16 861 420	18 315 600		18 323 816	5 444 899		23 768 715
Santé et bien-être	27	1 506 006	1 734 800		1 708 504	22 754		1 731 258
Aménagement, urbanisme et développement	28	4 251 358	6 940 400		5 578 641	100 416	1 410 887	5 230 174
Loisirs et culture	29	16 135 866	15 412 000		14 364 747	2 174 154	2 540 319	16 610 516
Réseau d'électricité	30							
Frais de financement	31	2 616 520	2 984 100		2 603 232		103 925	2 678 284
Effet net des opérations de restructuration	32							
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	14 113 307	13 535 700		14 985 292 (	14 985 292)		
	34	91 143 295	98 335 600		96 598 330		6 221 648	96 577 978
	35	7 727 150	21 241 900		26 632 297		934 507	27 678 560
Excédent (déficit) de l'exercice								
1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.								

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Réalizations 2020		Budget 2021		Réalizations 2021	
	Administration municipale		Administration municipale		Organismes contrôlés et partenaires	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice						
Moins : revenus d'investissement	1	7 727 150	21 241 900	26 632 297	934 507	27 678 560
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	2	(5 199 929)	(28 232 000)	(26 918 822)	(7 939)	(26 926 761)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES	3	2 527 221	(6 990 100)	(286 525)	926 568	751 799
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	14 113 307	13 535 700	14 985 292	194 102	15 179 394
Produit de cession	5	12 613		128 025	136 230	128 025
(Gain) perte sur cession	6	(12 613)		871 395		(124 145)
Réduction de valeur / Redressement	7	151 643				
	8	14 264 950	13 535 700	15 984 712	330 332	15 183 274
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	46 794		70 978	211 900	162 169
Réduction de valeur / Redressement	10					
	11	46 794		70 978	211 900	162 169
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12		39 900		100 000	100 000
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				(63 744)	(71 726)
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	18 221		11 078	18 734	(875 205)
	15	18 221	39 900	11 078	54 990	(846 931)
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(7 575 912)	(7 219 300)	(8 144 068)	(404 262)	(6 643 770)
	18	(7 575 912)	(7 219 300)	(8 144 068)	(404 262)	(6 643 770)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(722 091)	(68 200)	(891 104)	(1 208 397)	(1 990 057)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21	180 218	888 100	1 336 389	1 336 389	1 336 389
Réserves financières et fonds réservés	22	(55 049)	(88 100)	(77 223)	(77 223)	(77 223)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(2 373 007)	(98 000)	(98 007)	(98 007)	(98 007)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(2 969 929)	633 800	1 258 946	(1 208 397)	159 993
	26	3 784 124	6 990 100	9 181 646	(1 015 437)	8 014 735
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	6 311 345		8 895 121	(88 869)	8 766 534

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenaires.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Réalizations 2020		Réalizations 2021	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenaires	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	5 199 929	26 918 822	7 939
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				26 926 761
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	1 132 665)(	294 116)(	)(
Sécurité publique	3 (	5 982)(	157 304)(	)(
Transport	4 (	9 305 522)(	11 701 819)(	)(
Hygiène du milieu	5 (	8 096 814)(	31 528 417)(	)(
Santé et bien-être	6 (	69 276)(	2 952)(	)(
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	600)(	62 806)(	1 054 349)(
Loisirs et culture	8 (	1 277 134)(	2 367 855)(	)(
Réseau d'électricité	9 (	)(	)(	)(
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)(	)(	)(
	11 (	19 887 993)(	46 115 269)(	1 054 349)(
Propriétés destinées à la revente				47 098 538
Acquisition	12 (	)(	)(	161 987)(
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenaires commerciaux				
Émission ou acquisition	13 (	66 785)(	124 022)(	)(
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	11 605 089	29 127 944	29 127 944
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	722 091	891 104	1 208 397
Excédent accumulé				1 990 057
Excédent de fonctionnement non affecté	16	195 590	191 896	191 896
Excédent de fonctionnement affecté	17	15 000		
Réserves financières et fonds réservés	18	34 552	663 833	663 833
	19	967 233	1 746 833	1 208 397
	20	(7 382 456)	(15 364 514)	(7 939)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(2 182 527)	11 554 308	11 625 388

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenaires.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2020		2021	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenaires	Total consolidé¹
ACTIFS FINANCIERS				
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	928 331	6 069 994	1 197 434	8 046 428
Débiteurs (note 5)	39 846 581	56 554 658	1 188 447	56 253 956
Prêts (note 6)	22 522	22 522		22 522
Placements de portefeuille (note 7)	197 861	310 806	1 753 731	2 064 537
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)			67 701	67 701
Autres actifs financiers (note 9)				
8	40 995 295	62 957 980	4 207 313	66 455 144
PASSIFS				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)				
Emprunts temporaires (note 10)				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12 604 080	16 551 652	1 025 246	16 866 749
Revenus reportés (note 12)	1 436 104	2 011 139	483 085	2 102 729
Dettes à long terme (note 13)	89 909 773	111 379 942	2 643 492	114 023 434
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	5 659 500	5 383 200		5 383 200
Autres passifs (note 14)				
15	109 609 457	135 325 933	4 151 823	138 376 112
16	(68 614 162)	(72 367 953)	55 490	(71 920 968)
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)				
ACTIFS NON FINANCIERS				
Immobilisations corporelles (note 15)	269 186 697	299 317 254	5 391 119	304 708 373
Propriétés destinées à la revente (note 16)	2 223 612	2 152 634	93 369	2 355 769
Stocks de fournitures	1 726 033	1 865 315	62 974	1 928 289
Actifs incorporels achetés (note 17)				
Autres actifs non financiers (note 18)	687 471	874 698	21 450	504 653
21	273 823 813	304 209 901	5 568 912	309 497 084
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	9 545 397	11 773 214	705 532	12 517 432
Excédent de fonctionnement affecté	1 708 000	4 758 119	1 305 131	6 063 250
Réserves financières et fonds réservés	2 249 747	2 795 371		2 795 371
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	1 075 210	977 203	()	977 203
Financement des investissements en cours	(1 398 893)	10 123 181		10 194 261
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	194 180 610	203 369 266	3 613 739	206 983 005
Gains (pertes) de réévaluation cumulés				
30	205 209 651	231 841 948	5 624 402	237 576 116
Obligations contractuelles (note 19)				
Droits contractuels (note 20)				
Passifs éventuels (note 21)				
Actifs éventuels (note 22)				

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenaires.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2021	2021	2021	2020
Rémunération					
Liée au programme Accès					
entreprise Québec	1				
Autre	2	24 562 200	23 556 072	25 629 411	23 963 610
Charges sociales					
Liées au programme Accès					
entreprise Québec	3				
Autres	4	6 850 600	6 729 838	7 253 908	6 575 012
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7	3 209 800	11 328 962	6 937 130	4 876 764
Autres biens et services	8	34 765 000	25 887 433	30 058 436	27 564 803
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme					
à la charge					
De l'organisme municipal	9	2 192 700	1 915 055	1 965 242	1 969 256
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec					
et ses entreprises	11	330 900	350 202	350 202	366 457
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	460 500	337 975	362 840	384 098
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	2 856 300	2 855 665	2 855 665	2 784 831
Transferts	15	897 500	1 780 825	141 854	155 000
Autres	16	1 622 000	1 608 543	73 828	63 696
Autres organismes					
Transferts	17	5 315 800	5 065 554	5 573 154	6 233 003
Autres	18	15 000	1 696	1 696	
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	13 535 700	14 985 292	15 179 394	14 284 833
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ REMISE REV. SDC	21	125 000	106 473	106 473	99 361
▪ AUTRES	22	1 596 600	88 745	88 745	2 475 771
▪	23				
	24	98 335 600	96 598 330	96 577 978	91 796 495

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	12 517 432	9 633 719
Excédent de fonctionnement affecté	2	6 063 250	2 719 086
Réserves financières et fonds réservés	3	2 795 371	2 249 747
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(977 203)	(1 075 210)
Financement des investissements en cours	5	10 194 261	(1 398 893)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	206 983 005	197 769 107
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	237 576 116	209 897 556
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	11 773 214	9 545 397
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	744 218	88 322
	11	12 517 432	9 633 719
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Réno-quartiers	12	311 400	209 900
▪ Victo. habitation durable	13	112 748	40 991
▪ Subvention patrimoniale	14	189 091	122 591
▪ Remboursement de la dette	15	115 300	165 300
▪ Autres	16	379 917	281 118
▪ Équilibre budgétaire	17	2 085 600	888 100
▪ Paiement comptant d'immo.	18	1 000 000	
▪ Dénéigement	19	400 000	
▪ Prog. soutien commerces c-v	20	164 063	
	21	4 758 119	1 708 000
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ CIIV	22	1 305 131	1 011 086
▪	23		
▪	24		
	25	1 305 131	1 011 086
	26	6 063 250	2 719 086

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	27		
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	33		
▪	34		
▪	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	1 854 514	1 330 330
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	37 316	5 082
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
▪ Produit cession PDR	45	903 541	914 335
▪	46		
	47	2 795 371	2 249 747
	48	2 795 371	2 249 747

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49	(627 100)	(701 100)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50	)	)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	)	)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52	)	)
Autres	53	)	)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54	)	)
	55	(627 100)	(701 100)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56	)	)
Assainissement des sites contaminés	57	)	)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58	)	)
Autres			
▪ Utilisation stade baseball	59	(350 103)	(374 110)
▪	60	)	)
	61	(977 203)	(1 075 210)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	62	)	)
Utilisation du fonds de roulement	63	)	)
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	64	)	)
Utilisation du fonds de roulement	65	)	)
Autres			
▪	66	)	)
▪	67	)	)
	68	)	)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	69	)	)
Mesure relative à la COVID-19	70	)	)
Frais d'émission de la dette à long terme	71	)	)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72	)	)
Autres			
▪	73	)	)
▪	74	)	)
	75	)	)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	76		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79		
Autres	80		
▪	81		
	82	(977 203)	(1 075 210)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	83	16 595 704	1 581 841
Investissements à financer	84 (	6 401 443)(	2 980 734)
	85	10 194 261	(1 398 893)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86	304 708 373	273 788 649
Propriétés destinées à la revente	87	2 355 769	2 366 894
Prêts	88	22 522	22 522
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89	1 019 165	1 024 954
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90		
	91	308 105 829	277 203 019
Ajustements aux éléments d'actif	92		
	93	308 105 829	277 203 019
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	94 (	114 023 434)(	92 003 959)
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 (	955 191)(	681 197)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96	16 198 896	13 130 653
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98	(2 349 945)	113 741
	99 (	101 129 674)(	79 440 762)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100 (	(6 850))(	(6 850))
	101 (	101 122 824)(	79 433 912)
	102	206 983 005	197 769 107

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Victoriaville parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite offert à l'ensemble des salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur la moyenne des salaires les mieux rémunérés. La dernière évaluation actuarielle a été produite au 31 décembre 2019.

En bref, le Régime est à prestations déterminées et les cotisations salariales des participants et de la Ville s'élèvent à 9,0 % du salaire. La rente de retraite est constituée d'une rente viagère pour le service passé ainsi que pour le service courant. Cette rente viagère est égale à 2 % (1,8 % à compter de 2013) du salaire final multiplié par le nombre d'années de participation. Le salaire final correspond au salaire annuel moyen des trois (cinq à compter de 2013) années les mieux rémunérées de service du participant.

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (2 951 000)	(2 959 000)
Charge de l'exercice	4 (2 530 000)	(2 358 000)
Cotisations versées par l'employeur	5 2 926 000	2 366 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (2 555 000)	(2 951 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 83 421 000	78 476 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (87 348 000)	(84 296 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (3 927 000)	(5 820 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 1 372 000	2 869 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (2 555 000)	(2 951 000)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (2 555 000)	(2 951 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 83 421 000	78 476 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (87 348 000)	(84 296 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (3 927 000)	(5 820 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	3 180 000	3 054 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	3 180 000	3 054 000
Cotisations salariales des employés	21	(1 590 000)	(1 527 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs			
dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()	()
	23	1 590 000	1 527 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	667 000	557 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29		
▪	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	2 257 000	2 084 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	4 520 000	4 492 000
Rendement espéré des actifs	33	(4 247 000)	(4 218 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	273 000	274 000
Charge de l'exercice	35	2 530 000	2 358 000
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	5 435 000	4 977 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(4 247 000)	(4 218 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	1 188 000	759 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(358 000)	(2 077 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	40	5 006 000	3 826 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice			
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	87 533 000	80 010 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		7 000
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	3 806 000	2 916 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,43 %	5,41 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,42 %	5,75 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La Ville offre à ses retraités et futurs retraités un régime complémentaire de retraite jusqu'à l'âge de 65 ans. Le régime est offert aux cadres, aux cols blancs et aux cols bleus retraités. Ce régime comprend une protection pour l'assurance vie, pour l'assurance mort et mutilation accidentelles, pour l'assurance maladie et pour l'assurance soins dentaires. Toutefois, l'assurance soins dentaires est exclusivement pour les participants cadres. Les personnes à charge des retraités sont admissibles aux protections d'assurance vie, d'assurance maladie et d'assurance soins dentaires. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2019.

Les protections d'assurance vie et d'assurance mort et mutilation accidentelles prévoient une couverture de 20 000 \$ par adhérent. Les protections d'assurance vie offertes aux conjoints et aux enfants sont respectivement de 5 000 \$ et 2 000 \$. La couverture cesse lorsque l'adhérent atteint l'âge de 65 ans.

D'un autre côté, la protection d'assurance maladie couvre les médicaments, les soins hospitaliers, les soins visuels, les soins paramédicaux, l'assurance voyage et l'assurance soins dentaires (pour les participants cadres). Comme dans le cas de l'assurance vie, la couverture cesse lorsque l'adhérent atteint 65 ans.

Les primes sont versées à 50 % par l'employeur et à 50 % par l'adhérent.

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (2 708 500)	(2 607 700)
Charge de l'exercice	56 (154 100)	(139 400)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 34 400	38 600
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (2 828 200)	(2 708 500)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (2 168 000)	(1 931 400)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (2 168 000)	(1 931 400)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (660 200)	(777 100)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (2 828 200)	(2 708 500)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (2 828 200)	(2 708 500)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (2 168 000)	(1 931 400)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (2 168 000)	(1 931 400)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	147 800	137 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72	147 800	137 000
Cotisations salariales des employés	73 (	)(	)
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 (	)(	)
	75	147 800	137 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	(35 500)	(38 200)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	112 300	98 800
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	41 800	40 600
Rendement espéré des actifs	85 (	)(	)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	41 800	40 600
Charge de l'exercice	87	154 100	139 400
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (	)(	)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	(81 400)	(37 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	92	34 400	38 600
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	14	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	1,80 %	2,10 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	7,20 %	7,40 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	4,90 %	4,90 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	2030	2030
Autres hypothèses économiques			
▪ Tx d'augm. soins dent. initial	104	5	5
▪ Tx d'augm. soins dent. ultime	105	4	4

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

106

Description des régimes et autres renseignements

S/O

2021**2020****Charge de l'exercice**

Cotisations de l'employeur

Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités

107

Régime de retraite par financement salarial

108

Régime de retraite des employés municipaux du Québec

109

Régime de retraite à prestations cibles

110

Autres régimes

111

112

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice

113

2

Description des régimes et autres renseignements**2021****2020****Charge de l'exercice**

Cotisations de l'employeur

Régime volontaire d'épargne-retraite

114

Régime de retraite simplifié

115

REER

116

156 100

126 200

Autres régimes

117

118

156 100

126 200

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**2021****2020**

Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice

119

11

11

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec(anciennement la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2021	2020
Cotisations des élus au RREM	120	22 100	24 500
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	76 100	83 600
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	16 100	16 300
	123	92 200	99 900

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TAXES					
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	52 411 500	53 059 549	52 956 526	52 304 720
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3	2 494 200	2 538 312	2 535 212	1 662 830
Activités d'investissement	4				
Réserve financière pour le service de l'eau	5				
Réserve financière pour le service de la voirie	6				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	7				
Activités de fonctionnement	8	6 136 700	6 309 083	6 309 083	6 918 000
Activités d'investissement	9				
Autres	10				
	11	61 042 400	61 906 944	61 800 821	60 885 550
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	12	4 623 700	4 955 489	4 953 312	4 471 142
Égout	13	411 600	438 884	438 656	669 919
Traitement des eaux usées	14	1 621 800	1 736 168	1 728 912	1 535 810
Matières résiduelles	15	4 599 400	4 672 743	4 669 938	4 385 091
Autres					
▪ Trav. entretien cours d'eau	16				4 373
▪ Vidange fosse septique	17	148 500	138 983	138 983	137 428
▪	18				
Centres d'urgence 9-1-1	19	250 100	254 268	254 268	247 642
Service de la dette	20	120 900	189 866	189 866	120 006
Pouvoir général de taxation	21	150 000	159 687	159 687	152 293
Activités de fonctionnement	22				
Activités d'investissement	23	1 576 000	349 519	349 519	27 340
	24	13 502 000	12 895 607	12 883 141	11 751 044
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	25				
Autres	26	125 000	136 106	136 106	103 127
	27	125 000	136 106	136 106	103 127
	28	13 627 000	13 031 713	13 019 247	11 854 171
	29	74 669 400	74 938 657	74 820 068	72 739 721

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES					
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement					
Taxes sur la valeur foncière	30	314 000	314 045	314 045	314 158
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	31	4 200	1 432	1 432	4 212
Taxes d'affaires	32				
Compensations pour les terres publiques	33				
	34	318 200	315 477	315 477	318 370
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	35	1 403 500	1 403 172	1 403 172	1 378 631
Cégeps et universités	36	818 600	820 265	820 265	803 403
Écoles primaires et secondaires	37	1 642 500	1 681 278	1 681 278	1 542 286
	38	3 864 600	3 904 715	3 904 715	3 724 320
Autres immeubles					
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux					
Taxes sur la valeur foncière	39				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	40				
Taxes d'affaires	41				
	42				
	43	4 182 800	4 220 192	4 220 192	4 042 690
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	44	42 300	44 371	44 371	46 333
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	45	1 800	744	744	1 601
Taxes d'affaires	46				
	47	44 100	45 115	45 115	47 934
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	48				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	49	4 800	4 782	4 782	4 783
	50	4 800	4 782	4 782	4 783
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	51				
Autres	52	123 200	124 811	124 811	124 040
	53	123 200	124 811	124 811	124 040
	54	4 354 900	4 394 900	4 394 900	4 219 447

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2021	2021	2021	2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	55	8 200	5 503	5 503
Sécurité publique				
Police	56			
Sécurité incendie	57	4 000	3 024	1 600
Sécurité civile	58	10 000		19 151
Autres	59		2 500	22 500
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	60	72 100	79 103	66 099
Enlèvement de la neige	61			
Autres	62	119 700	35 028	
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	63	799 300	918 604	539 632
Transport adapté	64	520 300	351 378	637 831
Transport scolaire	65			
Autres	66			
Transport aérien	67		147 802	147 802
Transport par eau	68			
Autres	69			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70	1 600	8 400	28 702
Réseau de distribution de l'eau potable	71	69 100	70 736	73 247
Traitement des eaux usées	72	76 600	76 514	112 753
Réseaux d'égout	73	100 100	110 045	90 094
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	74			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	75			
Tri et conditionnement	76	571 700	574 741	524 120
Autres	77			
Autres	78			
Cours d'eau	79			
Protection de l'environnement	80		36 704	53 043
Autres	81			9 746

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2021	2021	2021	2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	82			
Sécurité du revenu	83			
Autres	84	57 900	33 829	33 829
				1 231
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	85			
Rénovation urbaine	86			
Promotion et développement économique	87	10 000	10 000	
Autres	88	305 500	71 110	71 110
Loisirs et culture				
Activités récréatives	89	14 900	15 338	15 338
				46 268
Activités culturelles				
Bibliothèques	90	224 200	207 964	207 964
				226 103
Autres	91	60 000	72 098	72 098
				62 445
Réseau d'électricité	92			
	93	3 015 200	2 830 421	2 830 421
				2 514 565

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)		2021	2021	2021	2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	94	300 000			
Sécurité publique					
Police	95				
Sécurité incendie	96				
Sécurité civile	97				
Autres	98				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	99	1 522 000	2 467 090	2 467 090	1 908 026
Enlèvement de la neige	100				
Autres	101				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	102				
Transport adapté	103				
Transport scolaire	104				
Autres	105				
Transport aérien	106		32 899	32 899	
Transport par eau	107				
Autres	108				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109	20 132 000	19 927 764	19 927 764	73 043
Réseau de distribution de l'eau potable	110	1 359 000	1 429 549	1 429 549	278 321
Traitement des eaux usées	111	40 000	766 174	766 174	
Réseaux d'égout	112	1 331 000	1 269 191	1 269 191	1 951 703
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	113				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	114				
Tri et conditionnement	115				
Autres	116				
Autres	117				
Cours d'eau	118		13 528	13 528	
Protection de l'environnement	119	130 000	11 000	11 000	
Autres	120				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2021	2021	2021	2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	121			
Sécurité du revenu	122			
Autres	123			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	124			
Rénovation urbaine	125			
Promotion et développement économique	126		7 939	8 758
Autres	127			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	128	1 802 000	438 681	77 400
Activités culturelles				
Bibliothèques	129			
Autres	130			
Réseau d'électricité	131			
	132	26 616 000	26 355 876	26 363 815
				4 297 251

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)		2021	2021	2021	2020
TRANSFERTS DE DROIT					
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133				
Péréquation	134	380 400	380 366	380 366	466 323
Neutralité	135				
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137	1 591 500	1 421 326	1 421 326	1 233 556
Fonds de développement des territoires	138				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139				
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140	374 700	374 642	374 642	
Dotation spéciale de fonctionnement	141				393 984
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC					
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142				
Autres	143				2 980 398
	144	2 346 600	2 176 334	2 176 334	5 074 261
TOTAL DES TRANSFERTS	145	31 977 800	31 362 631	31 370 570	11 886 077

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2021	2021	2021	2020
SERVICES RENDUS					
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX					
Administration générale					
Greffes et application de la loi	146				
Évaluation	147				
Autres	148	352 400	379 407	379 407	352 303
	149	352 400	379 407	379 407	352 303
Sécurité publique					
Police	150				
Sécurité incendie	151	699 900	731 718	731 718	692 440
Sécurité civile	152				
Autres	153				
	154	699 900	731 718	731 718	692 440
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	155		520	520	2 491
Enlèvement de la neige	156				
Autres	157				
Transport collectif	158				
Autres	159				
	160		520	520	2 491
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161				
Réseau de distribution de l'eau potable	162	67 300	71 257	71 257	62 384
Traitement des eaux usées	163				
Réseaux d'égout	164		2 914	2 914	2 692
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	165				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	166				
Tri et conditionnement	167				
Autres	168		487	487	
Autres	169				
Cours d'eau	170				
Protection de l'environnement	171	22 000			
Autres	172				
	173	89 300	74 658	74 658	65 076

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2021	2021	2021	2020
SERVICES RENDUS (suite)					
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES					
MUNICIPAUX (suite)					
Santé et bien-être					
	Logement social		174		
	Autres		175		
			176		
Aménagement, urbanisme et développement					
	Aménagement, urbanisme et zonage		177		
	Rénovation urbaine		178		
	Promotion et développement économique		179		
	Autres		180		
			181		
Loisirs et culture					
	Activités récréatives	182	928 000	752 089	868 123
	Activités culturelles				
	Bibliothèques	183	158 200	129 950	165 115
	Autres	184			
		185	1 086 200	882 039	1 033 238
Réseau d'électricité					
		186			
		187	2 227 800	2 068 342	2 145 548

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS (suite)					
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Grefe et application de la loi	188				
Évaluation	189				
Autres	190	94 200	71 803	71 803	57 401
	191	94 200	71 803	71 803	57 401
Sécurité publique					
Police	192				
Sécurité incendie	193	10 800	31 845	31 845	19 043
Sécurité civile	194				9 995
Autres	195		425	425	
	196	10 800	32 270	32 270	29 038
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	197	18 000	243 759	243 759	10 430
Enlèvement de la neige	198	70 000	64 894	64 894	75 073
Autres	199	163 200	73 673	73 673	139 853
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	200	538 300	501 025	501 025	474 340
Transport adapté	201				
Transport scolaire	202				
Autres	203	67 400	61 265	441 154	349 346
Autres	204	99 600	105 735	105 735	99 702
	205	956 500	1 050 351	1 430 240	1 148 744
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	206				
Réseau de distribution de l'eau potable	207	50 000	65 875	65 875	76 884
Traitement des eaux usées	208	30 000	4 197	4 197	170
Réseaux d'égout	209	35 000	524 372	524 372	53 938
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	210				
Matières recyclables	211		1 159	1 159	1 295
Autres	212				
Cours d'eau	213				
Protection de l'environnement	214	52 000			
Autres	215	24 000	19 796	19 796	12 737
	216	191 000	615 399	615 399	145 024

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2021	2021	2021	2020
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219	10 875	10 875	44 268
	220	10 875	10 875	44 268
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224	500	190 945	230 476
	225	500	190 945	230 476
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	1 175 500	1 129 633	918 320
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	21 700	17 768	8 462
Autres	228	11 000	652	912
	229	1 208 200	1 148 053	927 694
Réseau d'électricité				
	230			
	231	2 461 200	2 928 751	2 582 645
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	4 689 000	5 643 311	4 728 193

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2021	2021	2021	2020
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	233	188 800	324 224	324 224	239 662
Droits de mutation immobilière	234	1 600 000	4 539 777	4 539 777	2 635 394
Droits sur les carrières et sablières	235				
Autres	236				
	237	1 788 800	4 864 001	4 864 001	2 875 056
AMENDES ET PÉNALITÉS	238	1 386 500	1 515 156	1 515 156	1 417 590
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	239	50 000	123 260	128 779	65 162
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	240	410 600	501 674	501 674	240 451
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241		(871 395)	124 145	12 613
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243	124 200	109 444	376 556	237 010
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244				
Contributions des promoteurs	245	40 000	162 483	162 483	861 027
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246				
Contributions des organismes municipaux	247		2 500	2 500	
Autres contributions	248	80 800	76 062	76 062	76 446
Redevances réglementaires	249				
Autres	250	5 500	1 054 161	276 333	68 392
	251	250 500	533 255	1 018 079	1 255 488
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	252				101 110

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2021		Réalizations 2021		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1 2 738 300	2 974 690	23 329	2 998 019	2 998 019	2 613 089
Greffe et application de la loi	2 1 800 200	1 604 054	2 148	1 606 202	1 606 202	1 386 428
Gestion financière et administrative	3 4 367 300	4 267 356	266 131	4 533 487	4 533 487	4 319 338
Évaluation	4 1 125 800	1 238 774	13 037	1 251 811	1 251 811	994 081
Gestion du personnel	5 913 000	1 161 317	697	1 162 014	1 162 014	1 052 735
Autres						
▪ Autres	6 497 300	478 428	170 914	649 342	649 342	629 502
▪	7					
	8 11 441 900	11 724 619	476 256	12 200 875	12 200 875	10 995 173
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9 5 967 000	5 974 896		5 974 896	5 974 896	5 686 760
Sécurité incendie	10 4 634 700	4 997 061	364 313	5 361 374	5 361 374	4 956 260
Sécurité civile	11 183 400	94 600	14 783	109 383	109 383	155 168
Autres	12 505 400	531 476	210	531 686	531 686	464 063
	13 11 290 500	11 598 033	379 306	11 977 339	11 977 339	11 262 251
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14 4 667 700	5 076 880	5 592 801	10 669 681	10 669 681	9 448 772
Enlèvement de la neige	15 4 775 600	4 479 366	127 380	4 606 746	4 606 746	4 440 115
Éclairage des rues	16 563 400	535 746	88 523	624 269	624 269	592 509
Circulation et stationnement	17 1 620 900	1 245 880	246 122	1 492 002	1 492 002	1 311 840
Transport collectif						
Transport en commun	18 2 739 800	2 132 150	3 682	2 135 832	2 134 237	2 158 528
Transport aérien	19 420 800	561 123	171 784	732 907	1 016 366	794 728
Transport par eau	20					
Autres	21 1 892 400	1 680 301	157 215	1 837 516	1 837 516	1 651 284
	22 16 680 600	15 711 446	6 387 507	22 098 953	22 380 817	20 397 776

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2021		Réalizations 2021		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2 777 000	2 733 865	648 855	3 382 720	3 382 720	3 083 224
Réseau de distribution de l'eau potable	1 505 500	1 388 181	1 216 882	2 605 063	2 605 063	2 516 900
Traitement des eaux usées	3 507 300	3 522 362	1 339 560	4 861 922	4 861 922	5 018 098
Réseaux d'égout	2 063 500	2 386 741	2 147 365	4 534 106	4 534 106	3 984 813
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	1 657 500	1 611 507	845	1 612 352	1 612 352	1 528 326
Élimination	1 034 900	1 073 988		1 073 988	1 073 988	945 305
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	1 246 700	1 290 565	1 642	1 292 207	1 292 207	1 145 687
Tri et conditionnement	896 000	811 023	801	811 824	811 824	495 803
Matières organiques						
Collecte et transport	912 200	898 721	1 643	900 364	900 364	958 470
Traitement	592 700	562 436		562 436	562 436	381 721
Matériaux secs						
Autres						
Plan de gestion						
Autres						
Cours d'eau	203 900	162 822	22 443	185 265	185 265	183 185
Protection de l'environnement	1 195 000	1 308 515	33 733	1 342 248	1 342 248	1 073 896
Autres	723 400	573 090	31 130	604 220	604 220	652 162
	18 315 600	18 323 816	5 444 899	23 768 715	23 768 715	21 967 590
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	199 100	291 990		291 990	291 990	257 666
Sécurité du revenu						
Autres	1 535 700	1 416 514	22 754	1 439 268	1 439 268	1 268 473
	1 734 800	1 708 504	22 754	1 731 258	1 731 258	1 526 139

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale			Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021		Réalizations	Réalizations
			Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement		
					2021	2020
				Total		
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
45	Aménagement, urbanisme et zonage	1 886 800	1 756 068	2 666	1 758 734	1 593 776
	Rénovation urbaine					
46	Biens patrimoniaux	657 500	408 388		408 388	387 844
47	Autres biens	516 000	263 566	1 067	264 633	205 948
	Promotion et développement économique					
48	Industries et commerces	1 737 900	2 268 484	94 914	1 821 732	1 776 837
49	Tourisme	634 400	634 294		634 294	519 445
50	Autres	23 200	123 112		123 112	32 795
51	Autres	1 484 600	124 729	1 769	219 281	103 213
52		6 940 400	5 578 641	100 416	5 679 057	4 619 858
LOISIRS ET CULTURE						
	Activités récréatives					
53	Centres communautaires	2 444 300	2 529 326	74 061	2 603 387	2 709 809
54	Pâtinoires intérieures et extérieures	3 465 800	3 175 058	633 362	3 808 420	3 734 486
55	Piscines, plages et ports de plaisance	1 640 400	1 366 484	262 583	1 629 067	1 494 095
56	Parcs et terrains de jeux	3 310 700	2 969 035	1 066 186	4 035 221	3 564 234
57	Parcs régionaux					
58	Expositions et foires					
59	Autres	387 400	392 666	6 961	399 627	449 274
60		11 248 600	10 432 569	2 043 153	12 475 722	11 951 898
	Activités culturelles					
61	Centres communautaires	68 800	67 245	36 240	103 485	133 063
62	Bibliothèques	2 217 700	2 116 971	94 761	2 211 732	1 911 661
	Patrimoine					
63	Musées et centres d'exposition	90 100	58 830		58 830	53 244
64	Autres ressources du patrimoine	99 400	92 731		92 731	71 511
65	Autres	1 687 400	1 596 401		1 596 401	4 186 520
66		4 163 400	3 932 178	131 001	4 063 179	6 355 999
67		15 412 000	14 364 747	2 174 154	16 538 901	18 307 897

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2021	Réalizations 2021		Total	Réalizations 2021	Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	2 298 400	2 025 673		2 025 673	2 075 860	2 128 496
Autres frais	225 200	239 584		239 584	239 584	207 217
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	358 800	314 800		314 800	314 800	314 600
Autres	101 700	23 175		23 175	48 040	69 498
	73	2 984 100	2 603 232	2 603 232	2 678 284	2 719 811
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	13 535 700	14 985 292 (	14 985 292)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Infrastructures					
Conduites d'eau potable	1	3 792 524	3 792 524	1 381 673	
Usines de traitement de l'eau potable	2	22 478 555	22 478 555	1 841 895	
Usines et bassins d'épuration	3	11 403	11 403	143 937	
Conduites d'égout	4	4 982 940	4 982 940	4 642 712	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5				
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	12 177 649	12 177 649	7 374 435	
Ponts, tunnels et viaducs	7				
Systèmes d'éclairage des rues	8	4 841	4 841	167 732	
Aires de stationnement	9	263 682	263 682	1 110 284	
Parcs et terrains de jeux	10	542 336	542 336	763 413	
Autres infrastructures	11	53 762	53 762	156 228	
Réseau d'électricité	12				
Bâtiments					
Édifices administratifs	13	821 477	1 596 060	796 086	
Édifices communautaires et récréatifs	14	108 764	108 764	374 956	
Améliorations locatives	15	41 896	41 896		
Véhicules					
Véhicules de transport en commun	16				
Autres	17	22 437	22 437	217 708	
Ameublement et équipement de bureau	18	478 759	517 299	438 125	
Machinerie, outillage et équipement divers	19	194 633	207 182	144 647	
Terrains	20	136 230	293 827	279 739	
Autres	21	3 381	3 381	26 581	
	22	46 115 269	47 098 538	19 860 151	

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	2 805 348	2 805 348	816 219
Usines de traitement de l'eau potable	24	22 478 555	22 478 555	1 803 293
Usines et bassins d'épuration	25			8 463
Conduites d'égout	26	3 042 120	3 042 120	2 626 762
Autres infrastructures	27	10 977 623	10 977 623	8 675 895
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	987 176	987 176	565 454
Usines de traitement de l'eau potable	29			38 602
Usines et bassins d'épuration	30	11 403	11 403	135 474
Conduites d'égout	31	1 940 820	1 940 820	2 015 950
Autres infrastructures	32	2 064 647	2 064 647	896 197
Autres immobilisations corporelles	33	1 807 577	2 790 846	2 277 842
	34	46 115 269	47 098 538	19 860 151

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	165 300		50 000	115 300
Réserves financières et fonds réservés	3	914 335		10 794	903 541
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	934 360		102 737	831 623
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	77 540 508	29 127 944	7 431 564	99 236 888
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	79 554 503	29 127 944	7 595 095	101 087 352
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	13 367 066	2 708 351		16 075 417
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	13 367 066	2 708 351		16 075 417
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13	234 055	1 039 705	1 150 281	123 479
	14	13 601 121	3 748 056	1 150 281	16 198 896
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16	(470 468)	(1 837 155)		(2 307 623)
	17	13 130 653	1 910 901	1 150 281	13 891 273
	18	92 685 156	31 038 845	8 745 376	114 978 625
Dettes en cours de refinancement	19 (				)
Reclassement / Redressement	20				
Dettes à long terme	21	92 685 156	31 038 845	8 745 376	114 978 625

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***Administration municipale**

Dette à long terme	1	112 332 073
--------------------	---	-------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	6 401 443
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

▪	6	
---	---	--

▪	7	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	1 018 841
--	---	-----------

Débiteurs	9	16 075 417
-----------	---	------------

Autres montants	10	(2 184 144)
-----------------	----	-------------

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	15 481 940
--	----	------------

Autres	12	
--------	----	--

▪	13	
---	----	--

▪	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	88 341 462
---	----	------------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme des
organismes contrôlés et des partenariats**

	15	2 646 552
--	----	-----------

Endettement net à long terme	16	90 988 014
------------------------------	----	------------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme
d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	17	8 008 174
---------------------------------	----	-----------

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	98 996 188
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme	21	
--	----	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à	23	
---	----	--

long terme de l'agglomération	24	
-------------------------------	----	--

	25	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-	26	
--	----	--

part dans l'agglomération s'il y a lieu)	27	98 996 188
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité	28	
--	----	--

(inclus ci-dessus)	29	
--------------------	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux	30	
---	----	--

centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à	31	
--	----	--

la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences	32	
--	----	--

d'agglomération et le portrait global)	33	
--	----	--

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
Administration générale					
Greffe et application de la loi	1	2 100	2 066	2 066	2 125
Évaluation	2				
Autres	3	742 600	742 591	742 591	711 237
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5	37 400	37 371	37 371	39 424
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9				
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	566 300	566 229	566 229	556 189
Cours d'eau	13	161 700	161 644	161 644	155 407
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17	116 500	116 414	116 414	157 362
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	305 900	305 896	305 896	261 726
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	878 900	878 620	878 620	857 619
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	44 900	44 834	44 834	43 742
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité					
	24				
	25	2 856 300	2 855 665	2 855 665	2 784 831

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	46 115 269	19 887 993
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	46 115 269	19 887 993

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Administration municipale	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Cadres et contremaîtres	1	42,98	37,50	82 811,46	5 109 343	1 462 933
Professionnels	2	16,33	36,00	30 675,25	1 479 259	470 662
Cols blancs	3	88,03	32,50	149 698,45	5 642 104	1 711 150
Cols bleus	4	127,11	40,00	238 640,58	8 041 217	2 281 117
Policiers	5					
Pompiers	6	30,24	40,00	66 554,78	2 653 065	664 753
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	304,69		568 380,52	22 924 988	6 590 615
	9	11,00			631 084	139 223
Élus	10	315,69		23 556 072	6 729 838	30 285 910

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	1 269 982				1 269 982
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	8 400	9 936 253	9 991 511		19 936 164
Réseau de distribution de l'eau potable	13	70 736	1 207 457	222 092		1 500 285
Traitement des eaux usées	14	76 514	236 300	529 874		842 688
Réseaux d'égout	15	110 045	1 308 110	(38 919)		1 379 236
Autres	16	3 449 711	2 338 359	635 206	11 000	6 434 276
	17	4 985 388	15 026 479	11 339 764	11 000	31 362 631

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1	10 203	5 446
Évaluation	2	32 308	9 004
Autres	3	115 186	142 403
	4	157 697	156 853
Sécurité publique			
Police	5		4 580
Sécurité incendie	6	83 096	71 581
Sécurité civile	7	123	863
Autres	8		
	9	83 219	77 024
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	934 290	907 549
Enlèvement de la neige	11	39 399	42 079
Autres	12	60 217	48 732
Transport collectif	13	36 937	16 104
Autres	14	21 899	17 141
	15	1 092 742	1 031 605
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	141 201	53 693
Réseau de distribution de l'eau potable	17	163 320	328 785
Traitement des eaux usées	18	370 433	216 109
Réseaux d'égout	19	232 760	339 189
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21	862	405
Autres	22		
Cours d'eau	23	15 893	20 347
Protection de l'environnement	24	8 367	5 930
Autres	25	4 513	9 580
	26	937 349	974 038
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29	4 359	4 563
	30	4 359	4 563
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	12 407	14 198
Rénovation urbaine	32	1 134	1 385
Promotion et développement économique	33	55 935	81 617
Autres	34		
	35	69 476	97 200
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	234 805	230 981
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	16 103	17 102
Autres	38	7 482	27 154
	39	258 390	275 237
Réseau d'électricité			
	40		
	41	2 603 232	2 616 520

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
M. ANTOINE TARDIF	Maire	27 652	4 350	850	
M. ANDRÉ BELLAVANCE	Maire	92 174	14 501	5 669	
MME CAROLINE PILON	Conseiller	29 711	14 855		
M. BENOIT GAUTHIER	Conseiller	29 711	14 855		
M. PATRICK PAULIN	Conseiller	29 711	14 855	315	157
M. ALEXANDRE CÔTÉ	Conseiller	29 711	14 855	1 008	504
M. YANICK POISSON	Conseiller	29 711	14 855	252	126
M. MARC MORIN	Conseiller	29 711	14 855	252	126
M. YANNICK FRÉCHETTE	Conseiller	29 711	14 855	126	63
M. JAMES CASEY	Conseiller	4 952	2 476		
MME CHANTAL MOREAU	Conseiller	29 711	14 855		
M. MICHAEL PROVENCHER	Conseiller	29 711	14 855	378	189
MME SOPHIE LAMBERT	Conseiller	27 235	13 617	819	409

Note

Au cours de l'exercice 2021, une allocation de transition de 110 608 \$ a été versée à M. André Bellavance. Également, une allocation de départ de 4 467 \$ a été versée à Mme Sophie Lambert.

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

OUI NON

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 2 713 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☐ 3 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

4 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

5 ☐ 6 ☒

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

7 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

8 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

9 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

10 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

11 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

12 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs

13 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

14 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

15 _____ \$

Ligne 19 : Créanciers et charges à payer

16 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés

17 _____ \$

QUESTIONNAIRE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

18 ☒ 19 ☐

20 41 753 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021

21 ☒ 22 ☐

23 1 873 409 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

24 ☒ 25 ☐

26 159 687 \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

27 ☐ 28 ☒

29 \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

30 ☒ 31 ☐

32 ☐ 33 ☒

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

34 ☐ 35 ☒

36 \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

37 ☐ 38 ☒

39 \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

40 ☒ 41 ☐

42 271 066 \$

- b) autres formes d'aide

43 \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021

44 _____ \$

Facteur comparatif de 2021

45 _____

Valeur uniformisée

46 _____ \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

47 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

• Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

48 _____ \$

• Dépenses relatives à l'entretien d'été

 Systèmes de sécurité

49 _____ \$

 Chaussées pavées - entretien préventif

50 _____ \$

 Chaussées pavées - entretien palliatif

51 _____ \$

 Chaussées en gravier - entretien préventif

52 _____ \$

 Chaussées en gravier - entretien palliatif

53 _____ \$

 Systèmes de drainage

54 _____ \$

 Abords de routes

55 _____ \$

 Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

56 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

• Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

57 _____ \$

• Dépenses relatives à l'entretien d'été

58 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

59 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

• Relatives à l'entretien d'hiver :

• Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

60 _____

b) Date d'adoption de la résolution

61 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

62 ☒ 63 ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

64 670-11-11

b) Date d'adoption de la résolution

65 2011-11-07

12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

66

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

67 1

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5)

68

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8)

69

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9)

70 1

f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art.10)

71

g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11)

72

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

73 3 919

i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16)

74

j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

75 1

k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

76 ☐ 77 ☒

13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL

78 436 966 \$

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres

79 16 362 205 \$

Ministère des Transports

80 1 507 503 \$

Ministère de la Culture et des Communications

81 606 491 \$

Autres ministères/organismes

82 12 412 586 \$

83 31 325 751 \$

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

A la trésorière de la "VILLE DE VICTORIAVILLE",

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la "VILLE DE VICTORIAVILLE" (ci-après la « municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (ci-après l'« état »).

A notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la "VILLE DE VICTORIAVILLE" conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la "VILLE DE VICTORIAVILLE" de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

- Nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Pellerin Aubert Ramsay Provancher Inc'

JOSÉE LAFLAMME, CPA AUDITRICE
VICTORIAVILLE, LE 6 JUIN 2022

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	74 938 657
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>271 066</u>
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	271 066
Déduire		
Taxes d'affaires	5	136 106
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	8 716 479
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	254 268
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u><u>66 102 870</u></u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	4 213 512 300
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>4 259 368 900</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u><u>4 236 440 600</u></u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2021 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	<u><u>1,5603/ 100 \$</u></u>
--	----	------------------------------

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité**OUI****NON****S.O.**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☒ 2 ☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 ☒ 4 ☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?
4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

5 ☒ 6 ☐

7 ☐ 8 ☒

9 ☐ 10 ☒

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?
7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

11 ☐ 12 ☐ 13 ☒

14 ☐ 15 ☐ 16 ☒

17 ☐ 18 ☐ 19 ☒

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

20 ☐ 21 ☐ 22 ☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

23 ☐ 24 ☐

La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.

9. La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)?

25 ☐ 26 ☒

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

☐ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.

☐ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.

☐ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2022-06-06

Nom du signataire : CATHERINE OUELLET

Date de transmission au Ministère : _____

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Réalizations 2020		Budget 2021		Réalizations 2021		Total consolidé¹
	Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement	1	93 670 516	91 345 500		96 311 805	7 148 216	97 329 777
Investissement	2	5 199 929	28 232 000		26 918 822	7 939	26 926 761
	3	98 870 445	119 577 500		123 230 627	7 156 155	124 256 538
Charges	4	91 143 295	98 335 600		96 598 330	6 221 648	96 577 978
Excédent (déficit) de l'exercice	5	7 727 150	21 241 900		26 632 297	934 507	27 678 560
Moins : revenus d'investissement	6 (	5 199 929)(	28 232 000)(		26 918 822)(	7 939)(	26 926 761)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales							
	7	2 527 221	(6 990 100)		(286 525)	926 568	751 799
Éléments de conciliation à des fins fiscales							
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	14 113 307	13 535 700		14 985 292	194 102	15 179 394
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9						
Remboursement de la dette à long terme	10 (	7 575 912)(	7 219 300)(		8 144 068)(	404 262)(	6 643 770)
Affectations							
Activités d'investissement	11 (	722 091)(	68 200)(		891 104)(	1 208 397)(	1 990 057)
Excédent (déficit) accumulé	12	(2 247 838)	702 000		2 150 050		2 150 050
Autres éléments de conciliation	13	216 658	39 900		1 081 476	403 120	(680 882)
	14	3 784 124	6 990 100		9 181 646	(1 015 437)	8 014 735
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales							
	15	6 311 345			8 895 121	(88 869)	8 766 534

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2020	2021	2020
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	928 331	6 069 994	8 046 428
Débiteurs	2	39 846 581	56 554 658	56 253 956
Placements de portefeuille	3	197 861	310 806	2 064 537
Autres	4	22 522	22 522	90 223
	5	40 995 295	62 957 980	66 455 144
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	89 909 773	111 379 942	114 023 434
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	5 659 500	5 383 200	5 383 200
Autres	9	14 040 184	18 562 791	18 969 478
	10	109 609 457	135 325 933	138 376 112
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(68 614 162)	(72 367 953)	(71 920 968)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	269 186 697	299 317 254	304 708 373
Autres	13	4 637 116	4 892 647	4 788 711
	14	273 823 813	304 209 901	309 497 084
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	9 545 397	11 773 214	12 517 432
Excédent de fonctionnement affecté	16	1 708 000	4 758 119	6 063 250
Réserves financières et fonds réservés	17	2 249 747	2 795 371	2 795 371
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18	(1 075 210)	(977 203)	(977 203)
Financement des investissements en cours	19	(1 398 893)	10 123 181	10 194 261
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	194 180 610	203 369 266	206 983 005
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	205 209 651	231 841 948	237 576 116

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Réno-quartiers	23	311 400	209 900
▪ Victo. habitation durable	24	112 748	40 991
▪ Subvention patrimoniale	25	189 091	122 591
▪ Remboursement de la dette	26	115 300	165 300
▪ Autres	27	379 917	281 118
▪ Équilibre budgétaire	28	2 085 600	888 100
▪ Paiement comptant d'immo.	29	1 000 000	
▪ Dénéigement	30	400 000	
▪ Prog. soutien commerces c-v	31	164 063	
	32	4 758 119	1 708 000
Organismes contrôlés et partenariats ¹	33	1 305 131	1 011 086
	34	6 063 250	2 719 086
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale	35	2 795 371	2 249 747
Organismes contrôlés et partenariats ¹	36		
	37	8 858 621	4 968 833

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	88 341 462
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	98 996 188

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
		Total consolidé	Total consolidé
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	1 018 841	1 079 635
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	99 236 888	77 540 508
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	831 623	934 360
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	16 075 417	13 367 066
Autres	8	(2 184 144)	(236 413)
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	114 978 625	92 685 156

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalizations 2020	Budget 2021	Réalizations 2021	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	11	72 815 394	73 093 400	74 589 138	74 470 549
Compensations tenant lieu de taxes	12	4 219 447	4 354 900	4 394 900	4 394 900
Quotes-parts	13				
Transferts	14	7 568 826	5 361 800	5 006 755	5 006 755
Services rendus	15	4 168 771	4 689 000	4 997 093	5 643 311
Imposition de droits, amendes et pénalités,					
revenus de placements de portefeuille	16	4 350 075	3 225 300	6 502 417	6 507 936
Autres	17	548 003	621 100	821 502	1 306 326
	18	93 670 516	91 345 500	96 311 805	97 329 777
Investissement					
Taxes	19	27 340	1 576 000	349 519	349 519
Quotes-parts	20				
Transferts	21	4 288 493	26 616 000	26 355 876	26 363 815
Autres	22	884 096	40 000	213 427	213 427
	23	5 199 929	28 232 000	26 918 822	26 926 761
	24	98 870 445	119 577 500	123 230 627	124 256 538

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
1	11 441 900	11 724 619	476 256	12 200 875	12 200 875	10 995 173
Administration générale						
Sécurité publique						
Police	5 967 000	5 974 896		5 974 896	5 974 896	5 686 760
Sécurité incendie	4 634 700	4 997 061	364 313	5 361 374	5 361 374	4 956 260
Autres	688 800	626 076	14 993	641 069	641 069	619 231
Transport						
Réseau routier	11 627 600	11 337 872	6 054 826	17 392 698	17 392 698	15 793 236
Transport collectif	3 160 600	2 693 273	175 466	2 868 739	3 150 603	2 953 256
Autres	1 892 400	1 680 301	157 215	1 837 516	1 837 516	1 651 284
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9 853 300	10 031 149	5 352 662	15 383 811	15 383 811	14 603 035
Matières résiduelles	6 340 000	6 248 240	4 931	6 253 171	6 253 171	5 455 312
Autres	2 122 300	2 044 427	87 306	2 131 733	2 131 733	1 909 243
Santé et bien-être	1 734 800	1 708 504	22 754	1 731 258	1 731 258	1 526 139
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	1 886 800	1 756 068	2 666	1 758 734	1 758 734	1 593 776
Promotion et développement économique	2 395 500	3 025 890	94 914	3 120 804	2 579 138	2 329 077
Autres	2 658 100	796 683	2 836	799 519	892 302	697 005
Loisirs et culture	15 412 000	14 364 747	2 174 154	16 538 901	16 610 516	18 307 897
Réseau d'électricité						
Frais de financement	2 984 100	2 603 232		2 603 232	2 678 284	2 719 811
Effet net des opérations de restructuration						
19	84 799 900	81 613 038	14 985 292	96 598 330	96 577 978	91 796 495
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés						
20	13 535 700	14 985 292 (	14 985 292)			
21	98 335 600	96 598 330		96 598 330	96 577 978	91 796 495

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020		Réalisations 2021	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	5 199 929	26 918 822	7 939	26 926 761
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	19 887 993)(	46 115 269)(	1 054 349)(	47 098 538)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	66 785)(	124 022)(	161 987)(	176 565)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	11 605 089	29 127 944		29 127 944
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	722 091	891 104	1 208 397	1 990 057
Excédent accumulé	6	245 142	855 729		855 729
	7	(7 382 456)	(15 364 514)	(7 939)	(15 301 373)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(2 182 527)	11 554 308		11 625 388

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14